



Contre la réforme des retraites de Macron, État, Territoriale, Hospitalière:

dès le 7 mars,

organisons l'arrêt de la Fonction publique !

MONTREUIL > 1^{er} MARS 2023

A PRÈS LE SUCCÈS DES MOBILISATIONS engagées depuis le 19 janvier, **l'intersyndicale interprofessionnelle** a réaffirmé « sa détermination pour mettre la France à l'arrêt dès le 7 mars prochain en appelant les travailleurs-euses à participer massivement aux manifestations et à se déclarer en grève. »

Dans la foulée, comme dans de nombreux secteurs, les organisations syndicales de la **Fonction publique** se sont déclarées « prêtes à durcir le mouvement ».

L'intersyndicale de la **Fonction publique territoriale** appelle l'ensemble des agents « à préparer la mise à l'arrêt, la fermeture de leurs services dès le 7 mars ».

Des préavis de grève ont été déposés par la CGT dans les trois versants de la Fonction publique concernant tout le mois de mars.

La Fédération CGT de la **santé et de l'action sociale** appelle à durcir le mouvement à partir du 7 mars.

À l'État, l'UFSE-CGT appelle à la mobilisation (initiatives locales, assemblées générales des personnels, rassemblements...) du 1er au 31 mars, et des appels sectoriels sont lancés pour mettre en débat la reconduction.

Dans les établissements d'enseignement, l'ensemble des personnels enseignants, techniques, administratifs, périscolaires, de la santé et du social, avec leurs fédérations CGT, sont appelés à faire grève et à bloquer leur outil de travail dès le 7 mars.

Les fédérations CGT des **services publics et des transports** organisent les arrêts de travail et le blocage de la collecte des déchets et ordures ménagères dès le 7 mars dans les collectivités et entreprises privées de la filière.

Dans la continuité du 7 mars, la mobilisation sera marquée le **8 mars** par la **journée internationale de lutte pour les droits des femmes** et le **9 mars** avec la journée d'action appelée par les **organisations de jeunesse**.

RdV

7
8
9

MARS

puis on

continue

jusqu'au

retrait

15%

de baisse

de la valeur du point d'indice

depuis 2010 par rapport
à l'inflation : une perte
salariale colossale et des
ressources considérables en
moins pour nos retraites !

Une réforme au nom d'un possible
déficit de 12 milliards d'euros en
2027 par un gouvernement qui
chaque année verse au minimum

10 fois plus

d'aides publiques aux entreprises

dont une grande part ne sert qu'à
verser toujours plus de profits
à une minorité de fortunés

**Partout dans nos services, ateliers, établissements,
administrations, mettons en débat la construction
d'un mouvement massif à partir du 7 mars et son
prolongement pour gagner le retrait du projet Macron
visant à nous faire travailler deux ans de plus !**